

Bulletin d'histoire politique

Réplique aux « Notes de lecture » d'Alexandre Turgeon sur *Les Nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*

Jean-Pierre Couture et Jean-Marc Pottie



Volume 22, numéro 2, hiver 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021998ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021998ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couture, J.-P. & Pottie, J.-M. (2014). Réplique aux « Notes de lecture » d'Alexandre Turgeon sur *Les Nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*. *Bulletin d'histoire politique*, 22(2), 271–275.
<https://doi.org/10.7202/1021998ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Réplique aux « Notes de lecture » d'Alexandre Turgeon sur *Les Nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*

JEAN-PIERRE COUTURE ET JEAN-MARC PIOTTE

Dans ses notes¹, Alexandre Turgeon se limite au cadre restreint des débats sur la Révolution tranquille pour condamner notre analyse « dépassée » et louer ce qui serait « partagé par l'ensemble des historiens universitaires actuels », à savoir l'abandon de « la dichotomie Grande Noirceur / Révolution tranquille ». Notre lecteur se réfère également à une demi-douzaine de textes parus après notre livre sans que l'on comprenne la pertinence de ceux-ci à l'égard de notre démarche. En fait, la lecture de Turgeon esquivé non seulement la thèse de l'ouvrage, mais elle introduit une série de non-sens qui nous prête des propos que nous n'avons pas tenus et qui omet de se prononcer sur les enjeux politiques et idéologiques soulevés par notre livre.

Une dichotomie qui ne nous appartient pas

La critique nationaliste conservatrice de la Révolution tranquille occupe, il est vrai, passablement d'espace dans notre analyse. En lien avec la nomenclature que nous défendons et que Turgeon a préféré reléguer en note de bas de page, les cinq caractéristiques du discours nationaliste conservateur se manifestent clairement dans sa critique des années 1959-1980. Le passéisme, la critique *conservatrice* de la modernité (de la Révolution tranquille, certes, mais au nom de la nation canadienne-française-catholique), l'épistémologie idéaliste, l'oubli ou le rejet des sciences sociales et l'expression tout euphémisée de ce nationalisme conservateur (dit « républicain », « traditionaliste », « soucieux des Institutions », « animé d'une nouvelle

sensibilité», «défenseur du bien commun national», etc.), voilà les piliers de l'idéologie que nous avons étudiée. Notre critique ne concernait pas seulement la vision du passé qu'ils entretiennent, mais aussi leur vision du présent et leur influence sur le Parti québécois.

N'en déplaise à l'unanimité que prête Turgeon aux historiens, nous nous sommes expliqués en page 27 sur le choix de la périodisation (1959-1980) pour qualifier le déploiement des réformes tranquilles et nous avons confronté les bilans noirs des nationalistes conservateurs à ceux mesurés des sociologues Guy Rocher et Gilles Bourque envers lesquels les premiers ne se sont pas situés. Aussi, contre l'idée farfelue selon laquelle la droite aurait le monopole de la critique de la Révolution tranquille, rappelons que nous avons aussi dit que celle-ci avait été critiquée tout autant par la gauche (au RIN ou à *Parti pris*) qui «affirmait qu'elle était insuffisante» (p. 66). En quoi serions-nous dès lors incapables de «supporter la moindre critique, la moindre remise en question de la Révolution tranquille», si la critique progressiste du sens et des limites du néonationalisme demeure, pour nous, d'actualité?

La dichotomie que cherche à nous imposer Turgeon lui fait aussi dire que nous serions tout occupés à noircir la noirceur. Alors qu'il s'amuse par endroits à dénombrer l'usage de certains mots, il omet dans ce cas de préciser que nous ne mentionnons qu'une seule fois et entre guillemets l'expression «Grande noirceur» (p. 145). Cette mention servait en conclusion à caractériser, dans les mêmes termes que ceux de Turgeon, le point focal des tâches accomplies par la «nouvelle sensibilité historique». Même si nous ne partageons pas toutes leurs conclusions, nous avons qualifié ces travaux de «convaincants» (p. 145) puisqu'ils montrent que la Révolution tranquille est «aussi le fruit de catholiques» (p. 28) et qu'en cela «ils ont raison» (p. 46).

La liberté d'expression

Concernant l'état de la scène artistique et intellectuelle du milieu du siècle ou d'avant, nous ne pouvons toutefois suivre les élucubrations de notre lecteur quant à la «liberté d'expression» que l'on devrait spontanément associer à la seule parution du *Refus global* ou des *Fridolinades*... Bien que nous puissions étendre la liste de ces quelques rébellions jusqu'à inclure le théâtre d'Alexandre Silvio dans les années 1920, il demeure que ces événements de parole qui ont transmis le relais de la critique sociale vers des temps plus modernes se trouvaient en face d'un bloc conservateur bien installé et sur la surface duquel ils faisaient à peine relief. Au sujet des revues satiriques de Silvio, le livre de Lacasse, Massé et Poirier rappelle d'ailleurs ceci :

Le clergé québécois se braque contre la modernité parce qu'il y voit un certain nombre de menaces effrayantes pour son autorité. Il est, depuis la Conquête, l'autorité peu contestée, le gardien des traditions et le guide de la survivance. Il a obtenu et conserve, dans la plupart des activités, l'autorité effective autant que morale : il contrôle la culture et l'éducation, la politique lui échappe parfois, mais rarement. [...] L'industrie, la ville et leur culture représentent donc un gouffre qui se creuse sous les pieds de l'Église, l'enfer qui aspire le ciel. La lutte du clergé contre la modernité est donc menée sur tous les fronts, et l'élite bourgeoise qu'il a éduquée le soutient en endossant largement son conservatisme².

À l'égard des libertés qui sont aujourd'hui les nôtres, nous pensons que Turgeon prend l'exception pour la règle et qu'il minimise sans discernement les risques professionnels et personnels qu'ont encourus bien des pionniers de notre liberté de pensée et d'expression. Dans le cas des signataires du *Refus global*, ils ont dû s'exiler et celui du Frère Untel, cet autre maillon entre les deux mondes, il a dû subir les foudres de la hiérarchie des Frères Maristes. Si ces contextes de censure avérée ou momentanément déjouée sont vus comme des manifestations de la « liberté », nous répondons que celle-ci revêt pour nous un sens plus exigeant !

L'idéologie nationaliste conservatrice

Turgeon ne nous impose pas seulement la dichotomie qui lui sert de lecture. Demeurant muet au sujet de cinq des six figures étudiées, il vole au secours de son collègue Éric Bédard et nous demande de faire la distinction entre « son regard historien et ses positions idéologiques ». Là-dessus, notre désaccord épistémologique et méthodologique est complet. L'étude des idéologies pulvérise ces frontières par trop commodes entre « science » et « politique ». Dans notre ouvrage, nous avons voulu restituer, en prenant en considération les différents registres, la chaîne discursive qui relie le discours profane, le discours savant et le discours politique. Ce travail pourrait être affiné, enrichi et poursuivi, car l'idéologie se dissémine aussi par la télévision, le cinéma, la chanson pop, le roman et la publicité. Enfin, nous avons tenu compte des « silences » des auteurs étudiés parce que nous pensons que leurs omissions nous renseignent sur ce que leur vision du monde ne voit pas.

D'un point de vue de politologue, les nationalistes conservateurs forment un réseau efficace qui exerce une influence importante sur le gouvernement péquiste. La nation, d'origine française et catholique, représente le bien commun auquel doivent être subordonnés les biens nécessairement particuliers des autres : les immigrants, les autochtones, les communautés culturelles, les gais et les lesbiennes, les femmes, les syndiqués, les chômeurs... Le comité sur la laïcité se nomme « identité et laïcité », ce qui signifie concrètement laïcité pour les autres, particulièrement les

musulmanes, et identité religieuse pour le Nous (crucifix à l'Assemblée nationale et prières dans les conseils municipaux). Le virage nationaliste conservateur voudrait refermer la brève période du nationalisme progressiste des années 1960-1970 qui, renouant avec la lutte des patriotes, remettait en question le nationalisme conservateur qui a dominé le Québec depuis l'ascension au pouvoir de ceux dont Éric Bédard décrit la pensée dans *Les Réformistes*.

Empêtré dans la crise identitaire impulsée par les succès électoraux de Mario Dumont en 2007, son « projet » se réduit à faire des minorités, des pluralistes et des défenseurs des droits de la personne les principaux responsables de l'impopularité de l'option souverainiste. Notre « critique à tous crins » pense effectivement que ce virage est une dérive qui fera barrage sur l'avenir. Logée au cœur de notre démarche, cette inquiétude n'est pourtant digne d'aucun commentaire de la part de notre lecteur. C'est là pour nous un « silence qui parle » et qui caractérise, jusqu'ici, la réception d'un livre qui n'a pas appelé « son lot de répliques ». Turgeon cite la diatribe du CIRCEM endossée sans vergogne par E.-Martin Meunier, mais il ignore notre réplique où nous invitons les intellectuels critiqués à un débat public. Un seul l'a accepté : Joseph Yvon Thériault lors d'un séminaire départemental en science politique à l'UQAM. Les autres se sont tus et n'ont pas riposté à la lecture critique de leurs écrits. Un de ceux-là a même fait appel contre nous à des dirigeants universitaires, préférant à la discussion la répression.

* * *

Les notes de lecture de Turgeon nous rappellent à leur façon que le passé est constamment reconstruit en fonction des luttes et des idées qui dominent le présent. Cette recomposition est l'occasion d'un affrontement inévitable à l'intérieur des ordres politiques et symboliques. Les moments commémoratifs, tels que le quarantième puis le cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille, révèlent le changement des forces en présence dans l'établissement de la version « correcte » du passé. Que l'hégémonie des néonationalistes progressistes ait été accompagnée d'une « mythistoire », d'un récit pas toujours juste de la Révolution tranquille et de l'époque qui l'a précédé, cela peut et doit être déconstruit et critiqué par le travail méticuleux de l'historien. Nous tombons d'accord sur ce point. Or les manœuvres des nationalistes conservateurs visant à liquider l'apport des progressistes d'hier et d'aujourd'hui commande, selon nous, la même vigilance critique. Mais au lieu de cela, notre lecteur fait une recension byzantine de notre ouvrage, tout en évitant de se positionner sur l'enjeu que nous soulevons : le développement d'un courant nationaliste conservateur qui exerce présentement son hégémonie sur le gouvernement péquiste.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, n° 3, printemps-été 2013, p. 150-161.
2. Germain Lacasse, Johanne Massé et Bethsabée Poirier, *Le diable est en ville. Alexandre Silvo et l'émergence de la modernité populaire au Québec*, Montréal, PUM, 2012, p.37.